

Le Budget

À mon avis, on a tenté de régler le problème économique actuel en s'attaquant aux chômeurs plutôt qu'au chômage. Je trouve ça regrettable. On aurait probablement dû aller plutôt du côté des fiducies familiales, par exemple, dont on a beaucoup parlé.

Comme le temps presse, je laisserai ma collègue d'en face commenter mes propos.

[Traduction]

Mme Torsney: Monsieur le Président, je remercie le député de ses commentaires. Il est clair que la question des garderies a tenu une place importante dans la campagne électorale du gouvernement. Nous nous sommes engagés à accroître le nombre de places dans les garderies chaque année qui suivra une année de croissance économique de 3 p. 100.

Je suis heureuse de faire partie d'un gouvernement qui reconnaît que la question des garderies est en fait très importante pour l'égalité des femmes.

Nous avons également entrepris d'examiner la question de l'imposition et des crédits d'impôt pour enfants pour ceux et celles qui, dans nos collectivités, décident de rester au foyer pour s'occuper de leurs enfants. Il est important que nous mettions des choix à leur disposition. Il est important que nous prenions leur avenir à coeur.

J'estime que les enfants sont notre ressource la plus précieuse et que nous devons faire quelque chose pour qu'ils soient élevés dans un environnement sain et qu'ils ne manquent de rien. Les garderies, tout comme le choix de pouvoir faire garder ses enfants, sont deux choses très importantes pour de nombreux parents. Il faut donc travailler en ce sens.

Personnellement, j'ai l'intention de faire tout ce que je peux pour que nous remplissions ces engagements à chaque année de notre mandat.

[Français]

Le président suppléant (M. Kilger): Je tiens à remercier l'honorable député de Beauharnois—Salaberry de sa coopération, ainsi que la députée de Burlington de la brièveté de sa réponse. Nous reprenons le débat.

M. Nic Leblanc (Longueuil): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord me servir du petit document *Le budget en bref* du ministre des Finances, dans lequel il dévoile trois grands objectifs: le premier doit apporter une aide aux petites entreprises; le deuxième traite d'un système de sécurité sociale responsable qui soit équitable; et le troisième objectif a pour but d'assainir les finances publiques.

J'exprimerai mon opinion sur le premier objectif qui vise à aider les petites et moyennes entreprises. Je me réfère à la page 5 où on retrouve le premier objectif, aider les petites entreprises. Il a d'abord augmenté, au mois de janvier, juste avant le Budget, les cotisations d'assurance-chômage pour obtenir des revenus d'environ 800 millions de dollars.

• (1725)

Environ la moitié doit être payée par les petites et moyennes entreprises, et aussi, bien sûr, payée par les employés. Cela veut dire qu'il y a 800 millions de dollars qui seront perçus par le gouvernement, ce qui aura comme effet de diminuer encore le pouvoir d'achat des citoyens. Par le fait même, en diminuant leur pouvoir d'achat, les gens achètent moins, les entreprises produisent moins et on nuit à celles-ci. Je ne pense pas que ce soit une mesure pour aider la création d'emploi, tel qu'annoncé par le ministre à plusieurs reprises. C'est la première mesure qu'il semble prendre comme exemple pour aider l'entreprise.

Ensuite il dit qu'on va créer un réseau de centre unique de service aux entreprises qui sera étendu de manière à ce que les petites entreprises de toutes les provinces y aient accès. Il parle d'un centre unique du gouvernement fédéral. Il parle seulement de ce centre unique du gouvernement fédéral, alors que depuis déjà plusieurs années le gouvernement du Québec, les députés du Québec, les députés du Bloc québécois disent que pour diminuer la gestion du gouvernement, et cela de façon considérable, il faudrait plutôt avoir des guichets uniques entre le ministère du Développement économique du Québec et le ministère du Développement économique fédéral.

On le sait très bien, je l'ai dit souvent et je le répète encore aujourd'hui, la Commission Bélanger-Campeau a conclu que les dédoublements entre les provinces, particulièrement la province de Québec et le gouvernement fédéral, coûtaient environ deux à trois milliards de dollars par année.

C'est une somme très importante. En plus de coûter de deux à trois milliards de dollars par an, on sait que cela coûte énormément cher en inefficacité parce que les entreprises, particulièrement les petites et moyennes entreprises, ont beaucoup de difficulté à se retrouver dans tout cela.

Si le ministre des Finances avait été sérieux, il n'aurait pas parlé de centre unique, il aurait dû parler de guichet unique avec le Québec, ou les provinces, et le fédéral. C'est vraiment manquer d'idée et avoir les oreilles complètement bouchées, que de ne pas écouter les revendications du Québec.

Un autre des grands avantages qu'il nous mentionne pour augmenter la productivité et la création d'emploi dans nos PME, c'est qu'il décide de consulter et d'étudier.

Monsieur le Président, c'est ma dixième année à la Chambre des communes et il y a au moins dix ans qu'on consulte et qu'on étudie. Il me semblait que le Parti libéral avait un programme tellement clair, parce qu'on nous parle presque tous les jours, si ce n'est plusieurs fois par jour, de leur merveilleux livre rouge qui contenait toutes les solutions. Je me rends compte que le livre rouge n'était pas complet puisque, lorsqu'on parle de création d'emploi et d'aide aux PME, le gouvernement consulte et étudie, et il va étudier encore longtemps.

Si je regarde ici à la page 6, c'est écrit: «Un groupe de travail spécial recommandera, dans le meilleur délai, un régime réglementaire amélioré pour accroître la compétitivité des entreprises.»

Pourtant, il me semblait que le livre rouge était complet et que le gouvernement était prêt à agir après avoir obtenu le pouvoir.